Indépendance & Direction

Flash

L'information directe aux adhérents

Année 2015-2016
Jeudi 10 septembre 2015

iD-Flash n°01

Syndicat Indépendant des Personnels
de Direction de l'Education Nationale

Réforme du collège :
quand la théorie se heurte à la pratique !

Une **réforme du collège** était **nécessaire**.

Indéniablement, c'est dès l'école primaire que se cristallisent les premières difficultés du système éducatif français. Et c'est au collège qu'apparaissent les manifestations tangibles du décrochage scolaire dans toutes ses composantes (absentéisme, perte d'intérêt, processus et mécanismes d'orientation…).
Depuis deux ans, à tous les niveaux de notre hiérarchie, comme des médias, les résultats catastrophiques de PISA ont été mis en exergue et le **collège pointé du doigt**.

Face à cette absolue nécessité, aux enjeux qui en découlent, nous étions en droit d'**attendre une vraie réforme**.
Aussi, nous estimons que la réforme du collège aurait dû avoir comme **préalable** l'organisation d'un **véritable débat national** posant la question « **Quelle école voulons-nous ?** ».
Seule l'organisation de ce grand débat aurait permis de **dépasser certaines postures ou crispations** idéologiques, et d'aboutir à un projet consensuel politiquement et syndicalement, accepté par la société et d' abord par ses enseignants, gage de réussite.
Que nous propose-t-on ? Une réforme du collège ? Une réformette tout au plus….qui ne répond pas au défi essentiel : la lutte contre l'échec scolaire lié aux déterminismes sociaux.

Cet n^{ième} **dispositif** pour répondre aux défis majeurs du collège unique, **construit contre les enseignants et promulgué au lendemain d'un mouvement de grève** au mépris de tout dialogue social et sociétal ne répondra pas à la problématique de l'Ecole du XXIème siècle : la réussite de tous les élèves.
Mme la Ministre nous ressort des recettes déjà existantes qui par le passé furent plus ou moins abandonnées, sans véritable évaluation.

Au moment où chacun constate les **difficultés de nos élèves en français et en mathématiques**, comment comprendre les **horaires minimaux** dans ces disciplines, qui interrogent quant à la priorité nationale affichée par le MEN...
L'**interdisciplinarité** est certes une approche pédagogique majeure tant elle permet de donner du sens aux apprentissages. Mais elle **ne peut se suffire à elle-même** et ne peut se construire que sur des **savoirs disciplinaires bien maitrisés**. Inutile donc de l'agiter comme un totem censé résoudre toutes les difficultés de l'Ecole française, alors qu'il est indispensable de renforcer les horaires des disciplines fondamentales, et en premier lieu du français.
Avancer l'**apprentissage de la LV2 dès la 5ème** permettra une plus grande exposition à la langue sur la durée, mais sans intérêt pédagogique, si celle-ci n'est pas pratiquée tous les jours, et **en groupe** permettant une véritable mise en situation de conversation.

Il est surtout **illusoire** de penser que c'est **en supprimant des dispositifs dits « d'excellence »** (sections bilangues, sections européennes) que l'on viendra en **aide aux élèves les plus fragiles**. Il aurait plutôt fallu réfléchir à l'**ouverture sociale et scolaire de ces dispositifs**.

De plus, en particulier pour les établissements dits défavorisés ou de l'éducation prioritaire, ces formations ont introduit une mixité à la fois dans les collèges et dans les classes. Leur disparition risque de conduire à de **nouvelles stratégies d'évitement** des familles, par exemple **vers le privé**. L'argument de la **mixité sociale mis en avant pour justifier la réforme ne tient donc pas**. C'est même tout le contraire qui va se produire…

Cette « **réforme** » pensée au ministère ne propose qu'une vision théorique. Sa mise en place et son application seront des plus complexes car elle est déconnectée de la réalité :

- Déconnectée, car faite à Paris, **sans tenir compte des particularismes du terrain** et d'une partie de la France rurale. De nombreux établissements sont contraints par les ramassages scolaires et la pause d'1 heure 30 sera impossible à tenir.
- Déconnectée, car **impossible de tenir une programmation d'E.P.I. sur trois ans** avec le turn-over de professeurs qui effectuent des compléments de service dans différents établissements scolaires et dont l'affectation est revue chaque année, au gré des situations.
- Déconnectée, car comment appliquer la proposition de mettre en place deux séances en LV2 de 45 minutes et une autre d'une heure…ce qui prouve l'absence de réflexion quant à l'organisation des établissements : la gestion des déplacements des élèves, des sonneries…
- Déconnectée, car **cette année verra les enseignants s'absenter 8 jours de leur établissement** pour être formés. Par qui ? La question n'est pas encore résolue, quand les formateurs ne sont à ce jour ni repérés, ni formés pour respecter un calendrier irréaliste et intenable !!!

Une fois de plus notre ministère montre à quel point il ignore la réalité des établissements et des territoires dans leur diversité et ne fait preuve d'aucune considération pour ses personnels.

Il nous reviendra certainement le « privilège » d'informer les familles de la nouvelle organisation du collège.

Le ministère demande aux personnels de direction de commencer à faire travailler, dès cette rentrée, les équipes sur la réforme « rentrée 2016 ». Mais, comment faire en l'absence de programmes disciplinaires, sachant qu'ils devront d'abord avoir été analysés pour permettre, c'est le moins, une progression commune au sein d'un établissement, sans oublier les écoles primaires? **En quelques mois, il nous faudra établir des axes de travail avant l'attribution des DHG**…

Nous aimerions pouvoir travailler avec nos équipes de façon concrète et entendre un discours autre que théorique.

Face à l'impréparation du ministère, ce sont encore les personnels de direction qui doivent être sur le terrain, répondre à l'inquiétude à la fois des parents, des enseignants et en cas d'échec ne nous faisons pas d'illusions : nous serons les responsables !

Nous avions besoin d'un grand dessein, on nous donne une usine à gaz !

Le Bureau National IDFO